



Le Réveil Social

ORGANE MENSUEL DU SAVT
Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

N° 6 • OCTOBRE-NOVEMBRE 2012

31^{ème} année - Nouvelle série • Poste Italiana S.p.A. •
Spedizione in Abbonamento Postale - 70% NO/AOSTA

ÉDITORIAL

Journée d'action et de solidarité de la CES pour un contrat social pour l'Europe



Soigné par GUIDO CORNIOLO

Le Comité exécutif de la CES, réuni le 17 octobre 2012, appelle à une journée d'action et de solidarité le 14 novembre prochain en vue de mobiliser le mouvement syndical européen derrière les politiques de la CES telles que décrites dans le contrat social pour l'Europe. Cette journée prendra diverses formes: grèves, manifestations, rassemblements et autres actions. Il exprime sa ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession, ainsi qu'au démantèlement continu du modèle social européen. Ces mesures, loin de rétablir la confiance, ne font qu'aggraver les déséquilibres et créer des injustices. Tout en soutenant l'objectif d'assainissement des budgets, le Comité exécutif considère qu'on ne pourra mettre fin à la récession que par un assouplissement des contraintes budgétaires et la suppression des déséquilibres. Ceci afin d'aboutir à une croissance économique durable, à la cohésion sociale et au respect des valeurs garanties par la Charte des droits fondamentaux. La consolidation budgétaire a eu un impact plus néfaste qu'originellement prévu par les institutions, y compris la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI). En effet, le FMI reconnaît, aujourd'hui, qu'il a fait de graves erreurs dans ses calculs concernant les conséquences des mesures d'austérité sur la croissance. Ces erreurs ont un

impact incalculable sur la vie quotidienne des travailleurs et des citoyens que la CES représente, et remettent en cause le fondement des mesures d'austérité avancées par le pacte budgétaire et imposées par la Troïka.

Il réitère que le dialogue social et la négociation collective sont des éléments centraux du modèle social européen. Il s'oppose fermement aux attaques frontales contre ces droits, aux niveaux national et européen. Le Comité exécutif de la CES appelle de façon urgente à l'adoption immédiate et à la transposition des accords des partenaires sociaux européens actuellement sur la table du Conseil.

Il rappelle que l'Union est tenue, par le traité, «d'œuvrer pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement». Il rappelle aussi que le soutien de la CES au Traité de Lisbonne était basé sur la pleine application de ces principes.

La résolution de la crise doit suivre les trois piliers de la proposition de la CES de contrat social qui reçoit un soutien croissant. Celui-ci s'articule autour du dialogue social et des négociations collectives, de la gouvernance économique pour une croissance et des emplois durables et de la justice économique, fiscale et sociale.

Il insiste sur le fait qu'une solidarité active, le progrès social et la responsabilité démocratique doivent faire partie du projet européen. Il considère essentiel qu'un protocole de progrès social soit une part intégrante et opérationnelle de tout nouveau traité. La CES évaluera, sur cette base, tout nouveau progrès de l'intégration européenne.

ÇA SUFFIT! ORA BASTA!!! Iniziativa di protesta del SAVT contro i tagli del Governo Monti

CLAUDIO ALBERTINELLI

A seguito di quanto deciso nei rispettivi direttivi di categoria riuniti nelle giornate di martedì 25 e mercoledì 26 settembre, SAVT/Funzione Pubblica e SAVT/Santé hanno messo in atto un'iniziativa di protesta contro l'operato del Governo Monti, che continua a colpire i dipendenti pubblici e le Regioni Autonome. Lo slogan che accompagna l'iniziativa è più che mai chiaro: **ÇA SUFFIT! ORA BASTA!** SAVT/Funzione Pubblica e SAVT/Santé credono che sia arrivato il momento di dare un segnale forte contro il continuo attacco che viene fatto in maniera indiscriminata e generalizzata nei confronti del pubblico impiego, categoria alla quale sono già stati richiesti grossi sacrifici e che si è vista tra le altre cose bloccare il rinnovo dei contratti di lavoro, fermi ai livelli retributivi del 2010 e che non verranno adeguati, notizia proprio delle ultime settimane, fino a tutto il 2014. L'obiettivo dell'iniziativa è anche quello di manifestare la forte contrarietà nei confronti dei continui tagli che vengono imposti ai bilanci delle Regioni e Provincie a Statuto Speciale, a conferma dell'attacco che ormai è in atto da tempo verso le autonomie speciali, come testimonia la recente volontà manifestata di modificare il Titolo V della Costituzione. E'ormai chiaro come l'obiettivo sia quello di cancellare, o comunque di limitare fortemente, la nostra autonomia e di dare un colpo di spugna a oltre 60 anni di storia valdostana. Il volantino che trovate a fianco racchiude nel dettaglio tutti i motivi per i quali si è deciso di chiedere ai dipendenti pubblici e ai cittadini valdostani di mobilitarsi e di manifestare il loro disappunto. Consapevoli che in questo momento sia difficile chiedere alle lavoratrici e ai lavoratori uno sforzo economico, per aderire alla nostra iniziativa abbiamo voluto seguire una strada diversa da quella classica dello sciopero e abbiamo scelto due diverse modalità e possibilità: venire ad apporre la propria firma presso le diverse sedi del nostro sindacato o farlo direttamente via internet con un semplice click nell'apposito spazio previsto sul sito www.savt.org. Sarà nostra cura fare pervenire tutte le firme e le adesioni nelle sedi opportune, dal Governo nazionale a quello locale. A questo punto non ci rimane che invitarvi ad aderire alla nostra iniziativa e chiedervi di farla conoscere ai vostri colleghi, amici e parenti.

ASSEZ du dénigrement des fonctionnaires publics et des Régions autonomes! **Assez** des attaques sans discernement et généralisées contre les travailleurs de la fonction publique, une catégorie qui a déjà fait, et continue de faire, sa part de sacrifice, frappée par les réductions continues des effectifs et, depuis plusieurs années, par le gel des conventions collectives, sans aucune perspective de renouvellement! **Assez** des coupes linéaires au détriment des Administrations publiques, qui risquent de faire perdre des emplois et menacent la fourniture des services par les collectivités locales et le service sanitaire! Si l'on veut aborder sérieusement le thème de la fonction publique, il faut discuter d'un véritable plan de réorganisation et de rationalisation des ressources, qui prévoit qu'une partie des sommes économisées soit utilisée pour continuer à garantir et à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens, tout en assurant aux personnes qui doivent les fournir des conditions contractuelles et des rémunérations adéquates! **Assez** des modifications des conventions collectives de travail apportées directement par des lois ou des décrets, qui mettent en discussion le rôle de la négociation contractuelle du premier niveau, en négligeant la voix des travailleuses et des travailleurs! **Assez** des gaspillages d'argent public par le monde de la politique! Il faut aborder très sérieusement le chapitre des réductions du coût de la vie politique à tous les niveaux, depuis les frais de fonctionnement du Parlement jusqu'aux dépenses des collectivités locales! **Assez** des coupes budgétaires imposées aux Régions et aux Provinces autonomes, énième attaque portée aux autonomies spéciales! Il est inacceptable que, sous prétexte de rationaliser et de limiter les dépenses, l'on tente d'effacer les réalités à statut spécial prévues par la Constitution italienne, et plus de 60 ans d'histoire de celles-ci! **Assez** de l'habitude de mettre toutes les réalités régionales sur le même plan, sans faire la différence entre les Régions qui ont déjà fait leur devoir en réduisant leur budget suivant les accords sur le fédéralisme fiscal et celles qui ne cessent d'utiliser les ressources publiques sans aucun contrôle! **Assez** du manque d'attention pour les réalités locales vertueuses, dont une partie des ressources est injustement bloquée à cause d'un pacte de stabilité intolérable!

Si toi aussi tu en as assez, viens signer cet appel dans nos bureaux ou clique simplement dans l'espace prévu à cet effet dans notre site www.savt.org nous nous chargeons de faire parvenir à qui de droit toutes les signatures et les adhésions.



ALESSIA DÉMÉ

Democrazia, sviluppo e lingua madre Convegno in Friuli a San Pietro al Natisone

Il 26 e 27 ottobre si è svolto in Friuli, nel comune di San Pietro al Natisone, terra in cui si parla la lingua locale detta "nedisko-natisoniano", il convegno "Democrazia, sviluppo e lingua

madre". Il SAVT vi ha partecipato per portare un contributo sulla diffusione, a livello scolastico, del nostro "francoprovenzale" e illustrare le recenti proposte operative adottate dall'Assessore all'Istruzione e Cultura regionale, Laurent Viérin, a supporto dell'insegnamento del patois per le scuole della nostra regione. La consolidata dialettica sul rapporto tra lingua nazionale ed espressione linguistica locale ha,

per lunghi decenni, frenato lo sviluppo di una efficace didattica che tenesse conto, ovviamente, delle prospettive socio-politiche generali, ma non dimenticasse – anzi, privilegiasse – il tradizionale e specifico contesto identitario locale e, soprattutto, le esigenze educative e di crescita equilibrata delle giovani generazioni.

continua a pagina 3

CAF-SAVT

IMU, preoccupazione dei CAF: «Si rischia il caos per il saldo»

CLAUDIO APPARENZA

I centri di assistenza fiscale (CAF) evidenziano le «criticità strutturali» per la proroga concessa ai Comuni fino al 31 ottobre per deliberare le aliquote definitive sulle quali ricalcolare l'imposta IMU. La scadenza del 17 dicembre resta in dubbio e la proposta è posticipare al 31 dicembre il pagamento del saldo. Il saldo del pagamento dell'Imu è, a oggi, fissato per il 17 dicembre, ma questo rischia di mettere in difficoltà i cittadini proprietari di immobili e tutti i centri di assistenza fiscale. Tutti i Comuni italiani hanno tempo fino al 31 ottobre (l'acconto è stato infatti pagato sulle aliquote base). Dispongono di altri 30 giorni di tempo per pubblicare la delibera. Di fatto, resta meno di un mese per effettuare i pagamenti ed i conteggi. Per i Caf sarà necessario almeno un mese per reperire tutte le delibere, i regolamenti e i capitoli esterni presso i Comuni. Bisognerà, poi, inserire le aliquote nelle procedure di calcolo, dopo aver superato le

molteplici problematiche interpretative in merito alla loro applicazione. È veramente un tempo insufficiente per offrire un servizio corretto e di qualità a tutti i nostri iscritti. Va poi aggiunto che, a poco più di un mese dalla scadenza fissata, non è stato ancora approvato "il modello di dichiarazione". La Consulta nazionale dei Caf si è rivolta, quindi, al Governo chiedendo che il termine di presentazione della dichiarazione Imu venisse fissato entro 90 giorni dalla data di pubblicazione del modello e delle relative istruzioni; che fosse fissato un termine unico per la presentazione della dichiarazione Imu, allineandolo, ad esempio a quello previsto per la dichiarazione dei redditi (30 settembre) e che fosse previsto uno slittamento al 31 dicembre 2012 per il saldo senza applicazione di sanzioni.

ULTIMA ORA • ULTIMA ORA
Il Ministro Grilli conferma
la data del 17 dicembre per il pagamento dell'IMU

SAVT - VIE SOCIALE

**FESTA ANNUALE
DEL SINDACATO**

**PRANZO SOCIALE
RISTORANTE
«LA KIUVA» - ARNAD**

SABATO 8 DICEMBRE

ISCRITTI, AMICI, SIMPATIZZANTI
DEL SINDACATO

PARTECIPATE NUMEROSI!

IN QUARTA PAGINA
IL PROGRAMMA DETTAGLIATO
DELLA FESTA

Organizzazione: SAVT-RETRAITÉS

IMPORTANTE

Tutti i nostri iscritti ed, in particolare, i Pensionati che hanno ricevuto o eventualmente riceveranno lettere da parte di altri Patronati o Enti vari che li invitano a telefonare e/o passare presso i loro uffici per problemi riguardanti la loro pensione, la posizione contributiva, il Modello 730, Unico, Ise o altre pratiche, sono pregati, onde evitare inutili perdite di tempo, di **telefonare o passare direttamente al SAVT** ed al nostro Patronato di Piazza Manzetti, 2 - 11100 AOSTA Tel. **0165 23 53 83**, o alle nostre sedi zonali di Pont-St-Martin (Tel. 0125-80 43 83) Verrès (Tel. 0125-92 04 25) Châtillon, (333-35 47 422) Morgex (335-122 58 43)



SAVT-TRAVAIL

A.V.C.U. - ASSOCIATION VALDÔTAINE CONSOMMATEURS ET USAGERS

Nuova normativa sull'apprendistato per la qualifica

ROSINA ROSSET



ALESSANDRO PAVONI

Il Consiglio delle Politiche del Lavoro, presieduto dal Presidente della Regione, Augusto Rollandin, ha istituito, nei mesi scorsi, il sottogruppo incaricato di proseguire con la regolamentazione regionale sulla nuova normativa dell'apprendistato.

Il sottogruppo ha come referente, per il Consiglio regionale, Andrea Rosset, ed i lavori sono sovrintesi dal coordinatore del Dipartimento Politiche del Lavoro e della Formazione, Roberto Vicquéry, con la collaborazione della referente in materia sull'apprendistato, Alessandra Ponsetti e del referente della Sovrintendenza regionale agli Studi, Maurizio Rosina. È composto altresì dai referenti delle quattro organizzazioni sindacali, CGIL, CISL, SAVT, UIL della Valle d'Aosta e dai referenti delle associazioni regionali di categoria: Confindustria, Confederazione Nazionale Artigianato, Confartigianato, Associazione Valdostana Artigiani, Ascom Confcommercio, Associazione degli albergatori ADAVA, l'Ente bilaterale del commercio e turismo. Partecipa al sottogruppo anche il referente dell'Ordine dei consulenti del lavoro, Renato Marchiando. Nei primi mesi del 2012 il sottogruppo ha definito le necessarie regolamentazioni attuative relative all'apprendistato professionalizzante (art. 4 D.Lgs 167/2011), che è diventato immediata-

mente operativo al momento dell'entrata in vigore della nuova regolamentazione, il 25 aprile di quest'anno.

Nelle settimane scorse il sottogruppo si è nuovamente incontrato per definire il percorso di lavoro al fine di regolamentare anche la tipologia di apprendistato rivolta principalmente ai giovani minorenni, ovvero «l'apprendistato per la qualifica (art. 3 D.Lgs 167/2011)».

In particolare questo apprendistato riguarda i giovani dai 16 ai 25 anni che non sono in possesso di una qualifica professionale e che solo così possono ottenerla, attraverso questo specifico contratto di lavoro che prevede un'alternanza tra formazione professionale e attività lavorativa.

Gli obiettivi concordati in premessa sono i seguenti:

- Coinvolgimento della Sovrintendenza agli Studi
- Coordinamento con l'offerta esistente nei sistemi di istruzione e di formazione professionale;
- Attivazione di una sperimentazione di percorsi per la qualifica;
- Semplificazione delle procedure, in particolare con riferimento alla formazione non strutturata interna all'impresa;
- Attivazione di contratti di apprendistato con part time verticale, per far fronte al problema della stagionalità;
- Definizione di specifici strumenti per agevolare l'assunzione di giovani studenti nei mesi estivi, non attivabili con contratto di apprendistato.

Durante i lavori si è elaborata una prima bozza di documento in relazione agli obiettivi fissati e, in particolare, si è proposto che i percorsi siano rivolti prioritariamente ai giovani minorenni.

Il sottogruppo si propone di avviare

nell'anno 2013 un ciclo formativo sperimentale di percorsi in apprendistato finalizzati a permettere il conseguimento della qualifica professionale con riferimento a tutti i profili attivabili in relazione alle 22 figure professionali definite a livello nazionale attraverso uno specifico Accordo fra Stato e Regioni.

A livello regionale sono già stati definiti ed approvati alcuni profili professionali per la qualifica, relativi ad alcune delle sopra indicate figure nazionali.

In particolare per l'offerta di formazione professionale regionale sono stati definiti i seguenti profili:

Impiantista elettrico, impiantista termoidraulico, carrozziere di base, acconciatore di base, estetista di base, commis di sala e bar, commis di cucina.

Per l'offerta di istruzione tecnica e professionale sono stati definiti i seguenti profili:

Operatore elettrico, operatore di impianti termoidraulici, operatore del legno, operatore alla riparazione dei veicoli a motore (indirizzi: riparazioni parti e sistemi meccanici ed elettromeccanici del veicolo a motore), operatore meccanico, operatore della ristorazione (indirizzi: servizi di sala e bar, preparazione pasti, preparazione piatti di base e della tradizione gastronomica valdostana), operatore agricolo (indirizzi: allevamento animali domestici, coltivazioni arboree, erbacee, ortofloricole), operatore edile.

Va precisato, infine, che la sperimentazione prevederà dei percorsi di alternanza formazione/lavoro, nel rispetto dell'Accordo nazionale che definisce un minimo di 400 ore annue, per i tre anni di contratto previsti, tenuto conto della possibilità, nel caso di apprendisti di età superiore ai 18 anni, di riconoscere crediti formativi in ingresso alla luce delle competenze possedute.

La contraffazione alimentare: un pericolo per la salute dei consumatori ma anche un danno per le imprese

La contraffazione si verifica quando segni distintivi o marchi, già registrati ed attribuiti a determinati prodotti, vengano, da soggetti terzi e non autorizzati, spostati su prodotti nuovi, o soltanto similari, o anche diversi da quelli legittimamente commercializzati dal titolare del marchio in questione. Siamo ormai tutti convinti che la contraffazione alimentare sia un o dei più grossi danni ad ogni livello della vita sociale ed economica della VDA, dell'Italia, dell'Europa e del mondo intero.

In un recente incontro a Torino si sono affrontati i numerosi problemi connessi a questa piaga economica e sociale: l'uso improprio e fraudolento dei marchi e la presentazione di falsi prodotti in Internet, la contraffazione dei contenuti del singolo prodotto, ecc...

Si è prodotta una riflessione costruttiva sulla percezione del problema da parte di istituzioni, consumatori, commercianti ed imprenditori del settore agroalimentare, offrendo contestualmente spunti di analisi ed alcune proposte innovative per fronteggiare la problematica che colpisce i prodotti delle eccellenze valdostane e del made in Italy nei confronti dei quali gli strumenti di tutela della Proprietà industriale posso-



no risultare un valido supporto a livello nazionale ed internazionale. La repentina espansione della contraffazione impone un costante monitoraggio e una precisa analisi dell'impatto economico e sociale generato da tale fenomeno.

Gli effetti evidenti sono:

- La diminuzione del fatturato delle aziende
- La contrazione del PIL
- L'ammacco fiscale conseguente
- L'aumento della disoccupazione
- Le conseguenze sul mondo dei consumi
- La minaccia per la salute e la sicurezza.

Diventiamo quindi, vista l'importanza di tale fenomeno, dei cittadini consumatori severi che si informano, ricercano continue notizie in merito per giungere ad essere consapevoli di ciò che consumano e contribuire, nel contempo, alla riduzione di un fenomeno così dannoso.

AVIS

Il giorno 29 novembre 2012 presso l'«Institut Agricole Régional» alle ore 16, si terrà un SEMINARIO SULLA LOTTA ALLA CONTRAFFAZIONE in collaborazione con la Chambre Valdôtaine e l'Associazione dei Consumatori

I CONSUMATORI SONO INVITATI AD INTERVENIRE NUMEROSI!!!

SAVT-INFORME

La cedolare secca in sette mosse



CLAUDIO APPARENZA

1. Possono optare per la cedolare secca, tramite Mod 69 da presentare all'Agenzia delle Entrate, tutte le persone fisiche titolari di un diritto di proprietà o diritto reale di godimento (esempio: usufrutto). In presenza di contitolarità dell'immobile locato, anche solo uno dei contitolari può utilizzare la cedolare secca, mentre gli altri continuano ad applicare il regime fiscale in vigore. Colui

che ha optato per la cedolare secca non è tenuto a versare l'imposta di bollo e di registro, mentre gli altri devono versarle per la loro quota di competenza del canone di locazione. L'applicazione della cedolare secca comporta la rinuncia all'aumento istat del canone che deve essere obbligatoriamente fatta anche da coloro che non utilizzano il regime della cedolare secca.

2) Per usufruire della cedolare secca la registrazione deve essere fatta entro 30 giorni dalla stipula del contratto di locazione. Il locatore, deve comunicare, tramite raccomandata, al locatario l'intenzione di non chiedere l'aggiornamento del canone e l'utilizzo del regime "cedolare secca". Non è ammessa la raccomandata a mano anche se il locatario la firma per ricevuta. Alla presenza di più conduttori intestatari del contratto di locazione il locatore deve inviare ad ognuno una raccomandata.

3) L'acconto della cedolare è calcolato con il metodo classico per l'IRPEF ed è dovuto solo da coloro che hanno optato per la cedolare l'anno passato. Coloro che optano a partire dal 1° novembre 2012 o l'anno passato avevano l'immobile sfitto o locato con il sistema tradizionale, dovranno versare il saldo con la dichiarazione dei redditi 2013 e gli acconti dovranno essere corrisposti a giugno e novembre 2013.

4) La base su cui calcolare la cedolare secca è la somma dei canoni maturati e non quelli riscossi. In caso di canoni non riscossi, il locatore dovrà versare sugli importi maturati e attendere un provvedimento del giudice sulla convalida di un eventuale sfratto per richiedere il rimborso delle imposte all'Agenzia delle Entrate.

5) La cedolare secca può essere anche applicata a quelle tipologie di contratti la cui registrazione non è obbligatoria perché con durata inferiore ai 30 giorni complessivi nell'anno. Per questa tipologia di contratti non è obbligatoria la comunicazione con raccomandata.

6) La comunicazione della revoca della cedolare secca deve essere fatta tramite il mod. 69 all'Agenzia delle Entrate. Si consiglia, inoltre, anche se non obbligatoria, la comunicazione della revoca in carta semplice al conduttore in quanto responsabile in solido del pagamento dell'imposta di registro.

7) In caso di trasferimento per morte del proprietario, donazione o cessione di un immobile il contratto se non scaduto ha validità. Il nuovo titolare (erede, donatario o acquirente) può optare per la cedolare secca tramite Mod 69 entro 30 giorni dall'acquisizione del diritto, fermo restando l'obbligatorietà della comunicazione con raccomandata.

Le Réveil Social
Mensuel, organe de presse du SAVT

Rédaction

SAVT - 2, place Manzetti
téléphones: 0165.23.83.84
0165.23.83.94 - 0165.23.53.83
Fax: 0165.23.66.91

E-mail: info@savt.org - www.savt.org

Enr. Tribunal d'Aoste n° 15 du 9 décembre 1982

Imprimerie

«TIPOGRAFIA DUC»
16, localitè Grand-Chemin
11020 SAINT-CHRISTOPHE

tél: 0165.23.68.88 - fax: 0165.184.51.53

Directeur responsable

Giorgio Rollandin
grollandinpensionati@savt.org

Coordination Syndicale

Guido Corniolo

Comité de rédaction

Claudio Albertinelli - Pierre Joseph Alliod
Guido Corniolo - Alessia Démé
Alessandro Pavoni - Felice Roux





RICORDANZE: breve storia di un cane anarco-insurrezionalista

ROMANO DELL'AQUILA

La legge di stabilità, proposta dal Governo Monti, tra tagli e frattaglie destinati ancora una volta a pesare sulle spalle di lavoratori e pensionati, contiene una disposizione sorprendente che, in materia di abolizione di detrazioni e deduzioni, fa salve almeno le spese dei cibi per cani. La lettura di questa norma mi ha fatto andare con la memoria alla mia infanzia e all'amicizia indimenticabile che ho nutrito da ragazzo nei confronti di un cane. La memoria, si sa, è il porto sicuro per i ricordi. I lettori del Réveil, allora, mi scuseranno se con questo mio articolo non parlerò di previdenza sociale o di questioni sindacali, ma li intratterrò sulla storia dell'amico per eccellenza dell'uomo e l'amicizia, si sa, è uno dei valori essenziali che possono caratterizzare un'intera esistenza. Questa, infatti, che vi narrerò è solo la storia di un cane. Faust, il mio cane, uno spinone meticcio, raccolto in un boschetto pugliese da mio fratello Lino durante una battuta di caccia. Ebbene Faust, quando non era in giro per i fatti suoi, si piazzava davanti al portone di casa mia, una delle prime case padronali costruite al centro del paese. Ricordo che dall'enorme portone si accedeva ad una sorta di androne molto ampio da cui si dipartiva una larga ed ampia scalinata di pietra dura levigata, che portava alla abitazione della residenza di famiglia. Un giorno maledetto, il cane che, ignaro del pericolo, sonnecchiava al sole, fu catturato da un accalappiacani, un uomo con divisa e cappello nero che scambiò (diceva lui) Faust per un cane randagio. Ci volle tutta l'autorità di mio padre, funzionario comunale, per riottenere la libertà, sia pure dietro ricompensa a "Pallino" (così si chiamava l'accalappiacani per la sua testa rotonda come una biglia) di bottiglioni di vino e di pacchetti di sigarette estere (merce rara a quei tempi). Certo fu che Faust da allora divenne quello che si potrebbe definire un cane anarco-insurrezionalista. Appe-

na scorgeva una divisa nera, si trattasse delle monache del vicino convento, di preti, di carabinieri o di guardie comunali, lui partiva in quarta abbaiano e ringhiando fino a quando i malcapitati non giravano con sollecitudine l'angolo della strada. Una volta ne fecero le spese, dopo un lungo inseguimento intorno ad una baracca-edicola di giornali, anche i pantaloni a zampa di elefante di un mio caro amico (Michele) che era venuto a farmi visita nella divisa nera del convitto dove era stato confinato dai genitori per essere stato "respinto" in prima media. Pensate cosa sarebbe successo ai tempi della "Buonanima", quando non c'era che l'imbarazzo della scelta per i calzoncini neri, che allora si portavano alla zuava.



Così era Faust, l'amico fraterno, che aveva anche le sue idee politiche. Infatti, era sempre al seguito dei cortei dei braccianti del mio paese di Capitanata, al tempo degli scioperi per l'imponibile di manodopera in agricoltura. E fu proprio una guardia campestre, in divisa, che me lo uccise mentre in una notte d'estate vagava per le campagne in cerca d'amore. C'era la luna piena, immensa e malinconica, in quelle notti d'estate e l'aria dolce profumava di macchia mediterranea, di lentisco e di erbe selvatiche. L'atmosfera ideale per amori notturni, ma fatale, quella notte, per Faust. Questa, che ho voluto raccontarvi, è la breve storia di un cane, amico indimenticabile, la cui morte ha significato, forse, il superamento della "linea d'ombra" della mia infanzia.

SAVT-INDUSTRIE

Rinnovato il contratto collettivo di lavoro dell'industria alimentare



EDY PAGANIN

Sabato 27 ottobre 2012, dopo una lunga e difficile trattativa, è stato sottoscritto, tra le organizzazioni sindacali di categoria e la Federalimentare, l'accordo di rinnovo del Contratto Collettivo Nazionale di Lavoro dell'Industria Alimentare per il triennio 2012-2015, scaduto il 31 settembre scorso. In un contesto socio-economico molto difficile, segnato dalla crisi, la conclusione della trattativa rappresenta un'importante tutela a salvaguardia dei diritti dei lavoratori del comparto industria alimentare, garantendo, tra le altre cose, il recupero del potere di acquisto dei salari. Per il triennio 2012-2015 si prevede un aumento della retribuzione di 126 € suddiviso in quattro tranches: 40 € dal 1° settembre 2012, 40 € dal 1°

aprile 2013, 40 € dal 1° maggio 2014 e 6 € dal settembre 2015.

Oltre al raggiungimento di un accordo di aumento salariale, il rinnovo migliorerà anche la parte normativa contrattuale in materia di congedi parentali, di assistenza ai familiari in stato di disagio. Esso tutela ulteriormente i lavoratori migranti e rafforza il capitolo relativo al diritto allo studio, inoltre, a partire dal 1° gennaio 2013, è previsto, a carico delle aziende, un contributo annuo di 24 € che saranno versati a un fondo bilaterale che garantirà alle lavoratrici un'integrazione alla maternità facoltativa, esempio brillante delle potenzialità del welfare contrattuale. Un importante risultato, malgrado l'abbandono del tavolo da parte di diverse associazioni datoriali del settore quali industria carne e salumi, produttori di alimenti zootecnici, associazione avicoltori e conserve per alimenti vegetali. In Valle d'Aosta, i lavoratori occupati nel comparto dell'industria alimentare sono circa 500 e le principali aziende presenti sul territorio sono: Heineken di Pollein, Lavazza di Verrès, Sorgenti Monte Bianco di Morgex, Feletti di Pont-Saint-Martin e Salumificio Bertolin di Arnad.

SAVT-ÉCOLE

Proposta di aumento di sei ore settimanali per i docenti della scuola pubblica italiana

In merito alla proposta di aumento di sei ore settimanali per i docenti della scuola pubblica italiana, gli onorevoli Granata, Muro e Di Biagio, hanno presentato una mozione in ordine all'art. 3 della legge di "stabilità". Mozione che il SAVT-École condivide in tutte le sue parti e che qui di seguito viene pubblicata:

"La Camera, premesso che:

– nell'art. 3 della bozza della Legge di Stabilità 2013 viene indicato che decorre dal 10 settembre 2013 l'orario di servizio del personale docente della scuola secondaria di primo e di secondo grado, incluso quello di sostegno, viene articolato su 24 ore settimanali rispetto alle attuali 18 previste dal vigente contratto di lavoro;

– a fronte di tale allungamento dell'orario di lavoro non è previsto nessun incremento retributivo ma, si legge nella bozza, i docenti verrebbero compensati con ulteriori 15 giorni nei "periodi di sospensione delle lezioni definiti dai singoli calendari scolastici regionali"

– il succitato provvedimento risulta essere materia squisitamente contrattuale, così come espressamente riconosciuto dal ministro Profumo in una intervista al quotidiano Il Messaggero, e quindi in palese contrasto con le regole fissate dal vigente CCNL 2006/2009 art. 28 comma 5 e va stabilito in sede di contrattazione collettiva ai sensi del decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29 e successive modificazioni; inoltre, si ritiene palesemente illogica la fruizione di eventuali ferie nei "periodi di sospensione delle lezioni" in quanto il personale docente, stando a quanto stabilito dal vigente CCNL, già non è tenuto a recarsi a scuola perché in atto quella sospensione delle lezioni che costituisce l'oggetto della prestazione lavorativa del docente stesso

– tale provvedimento produrrebbe, in un comparto già pesantemente vessato da profonde limitazioni e penalizzazioni, un taglio che fonti sindacali stimano in oltre 25.000 cattedre e non sortirebbe



dal punto di vista didattico-organizzativo alcun beneficio apprezzabile per la scuola autonoma, dal momento in cui l'incremento delle 6 ore, utilizzato per coprire vuoti e supplenze, non risulterebbe né programmabile e né prevedibile ad inizio di anno scolastico

– il riallineamento del nostro sistema formativo ai parametri europei, limitatamente al carico di lavoro dei docenti, risulta essere, in realtà, un luogo comune ed un falso problema dal momento in cui i docenti italiani hanno un carico di lavoro uguale o superiore alla media europea (fonte Eurydice 2011)

Rispetto ai loro colleghi europei, infatti, il maggiore impegno (non calcolato dalle tabelle OCSE) è determinato:

– dalle 40+40 ore annue per le attività collegiali;

– un numero non quantificabile ma rilevante di ore funzionali all'insegnamento che vanno dalla preparazione delle lezioni, esercitazioni, correzioni compiti, rapporti ed incontri con le famiglie, scrutini, esami ed adempimenti relativi alla valutazione degli allievi e al funzionamento dei Dipartimenti

– l'ulteriore luogo comune che va ricondotto nei giusti termini è quello relativo alle giornate di ferie fruibili dal personale docente con contratto a tempo indeterminato che, nell'immaginario collettivo, assommerebbero ad oltre due mesi. Le ferie infatti sono regolate dall'art. 13 del CCNL 2006/2009 che, ai sensi del comma 2 dello stesso articolo, vengono fissate in 32 giorni lavorativi comprensivi delle 2 giornate previste dall'art.1 lett. A) della legge 23/12/1977 n. 977. Il periodo di ferie viene richiesto al dirigente scolastico che ne autorizza la fruizione nel

periodo indicato dal docente che coincide con la chiusura delle attività scolastiche (genericamente o luglio od agosto). È da sottolineare che, in presenza di attività scolastiche programmate, il docente è tenuto a partecipare alle suddette.

– il provvedimento risulta essere inammissibile e lede profondamente la funzione docente. Lo stesso, infatti, non intaccando l'orario di cattedra (ore di insegnamento), assegna alle 6 ore in eccedenza (ad eccezione di quelle afferenti gli insegnanti di sostegno) la copertura di spezzoni orario disponibili nella scuola di titolarità e l'attribuzione di supplenze temporanee, evidenziando una palese contraddizione con quanto si va sbandierando circa una presunta necessità di riallineamento ai paesi europei. Il docente infatti verrebbe utilizzato per le ore in eccedenza a deficienze strutturali che andrebbero affrontate e risolte con maggiori investimenti anziché attraverso tagli lineari.

– il provvedimento, infine, precluderebbe a migliaia e migliaia di docenti precari che aspirano ad una supplenza, un incarico o una stabilizzazione, qualsivoglia possibilità di lavoro e renderebbe inutile o comunque priva di effetti concreti e tangibili la partecipazione al Concorso, in atto, e a quello tanto annunciato per la prossima primavera dal ministro Profumo.

Impegna il Governo

– A ricercare più idonee e percorribili soluzioni che non penalizzino un settore già pesantemente colpito da tagli camuffati da razionalizzazioni e da una Legge di revisione della spesa (spending review,) che a regime già sottrarrà alla scuola pubblica ben oltre 237 milioni di euro e che si vorrebbero, attraverso un provvedimento iniquo, addirittura triplicare

– Ad investire nel settore dell'istruzione, alla pari degli altri Paesi europei che anche in momenti di grave recessione economica, hanno scelto questa via per lo sviluppo e la crescita".

A.D.

SEGUE DALLA PAGINA 1

Democrazia, sviluppo e lingua madre - Convegno in Friuli a San Pietro al Natisone

Anche l'evoluzione legislativa in materia di tutela della minoranza nazionale slovena in Italia non ha tenuto conto dei delicati equilibri psico-sociali esistenti in seno alla comunità della Slavia friulana (Valli del Natisone, del Torre e Resia in provincia di Udine), determinati dalla presenza di sensibilità identitarie diversificate se non contrapposte, troppo spesso ideologicamente condizionate. E'così che la "forza cogente delle Istituzioni" ha operato, prima nel senso di una assoluta italianizzazione linguistica e poi, a scopo quasi raggiunto, in un repentino capovolgimento dell'indirizzo politico, assimilando i cittadini della Slavia alla minoranza nazionale slovena di Trieste e Gorizia. Queste scelte, sempre calate dall'alto, e non sempre operate in funzione degli interessi reali e del comune sentire dei cittadini della Slavia, non hanno consentito l'avvio, in loco, di virtuose convergenze culturali e politico-programmatiche. La scuola rappresenta, oggi ancora, il paradigma di tale situazione

Affermando sia il diritto all'esistenza dei vari livelli di coscienza identitaria, considerandoli non conflittuali, bensì complementari, presenti nell'ambito

della comunità della Slavia sia la necessità di individuare innovativi modelli di autogoverno istituzionale, l'iniziativa di studio ed approfondimento sul rapporto tra lingue nazionali e parlate locali, con particolare attenzione alla situazione scolastica ed ai riflessi istituzionali di una tale prospettiva, ha fornito qualificati elementi di valutazione sull'importanza dell'identità nei processi di sviluppo socioeconomico considerando la diversità culturale e linguistica una risorsa. Gli articoli 2, comma 3 e 22 della L.R. 26 del 2007, della regione Friulana vanno interpretati come un primo, timido, ma significativo riconoscimento della necessità di non sacrificare le effettive conoscenze linguistiche esistenti in loco, per valorizzarle anche nella prospettiva dello sviluppo di ulteriori competenze, anche se estranee alle precise condizioni identitarie presenti sul territorio. Inoltre, in Trentino e in Valle d'Aosta, si sta concretamente operando per la salvaguardia e la valorizzazione dei specifici patrimoni linguistici locali (mocheni, cimbri, ladini, francoprovenzali) con significative iniziative, anche di formazione linguistica degli insegnanti. Nel

convegno si sono approfondite queste esperienze da cui potranno essere tratti utilissimi insegnamenti quale punto di partenza per una necessaria riflessione, propedeutica alla elaborazione sia di un modello che di un assetto pedagogico applicabile anche alla Slavia.

Il confronto è avvenuto con l'aiuto di esperti del settore, presentando alcune realtà europee operative in questa materia: la Valle d'Aosta con il rapporto tra le lingue nazionali (italiano e francese) e la lingua locale (francoprovenzale) ed una "comarca" particolare della Catalogna, la Val d'Aran, dove si confrontano le lingue nazionali (spagnolo e catalano) e la lingua locale (aranese). Per quanto riguarda invece la valorizzazione del patrimonio linguistico locale si è fatto riferimento alle esperienze relative al ladino, al cimbro ed alla lingua mochena in atto in Trentino. Il Convegno ha coinvolto, nella sua prima parte, soprattutto dirigenti scolastici, insegnanti, rappresentanze sindacali della scuola, genitori e studenti mentre, nella seconda parte, sono stati gli amministratori locali (comunali, provinciali e regionali) e la più vasta opinione pubblica ad essere protagonisti.

Alessia Déme



VIE SOCIALE DU SYNDICAT

FESTA ANNUALE DEL SINDACATO • PRANZO SOCIALE RISTORANTE LA KIUVA - ARNAD • SABATO 8 DICEMBRE

GIORGIO ROLLANDIN

L'anno scorso, prima ad Arnad con la Santa Messa e la visita al salumificio "Bertolin" e poi il pranzo all'Hôtel Napoléon di Montjovet.

Quest'anno si cambia. Prima ad Hône per la Santa Messa e la visita della "17^{ma} Feuhta de la Micooula" e poi il pranzo ad Arnad al ristorante "La Kiuva".

La "Micooula" e la "Kiuva" che cosa sono? Abbiamo preso alcune informazioni "in loco" ed ecco le risposte.

La "Micooula" è attualmente un pane di segala o frumento con castagne, uvetta, noci e fichi. Tutti gli anni ad Hône, l'8 dicembre, esso viene impastato cotto e venduto durante il mercato dell'artigianato tipico con artigiani del luogo. Originariamente questo pane era un pane di castagne che abbondavano nella valle di Champorcher. L'8 dicembre, come detto, vi è la possibilità di assistere all'impasto del pane e alla sua cottura. La Micooula ha ottenuto la denominazione P.A.T., che, tradotto, vuol dire "Prodotto Alimentare Tipico". È il primo passo per arrivare al "D.O.C." e poi al "D.O.P."

La "Kiuva", invece, è un mucchio di foglie secche raccolte attorno ad un albero o palo e disposte in modo tale che l'acqua piovana non penetri nel mucchio, ma scorra sulla sua superficie e le foglie si conservino per alcuni mesi e non marciscano. Queste foglie, così conservate, vengono date, come

alimento, durante l'inverno, alle capre ed alle pecore. Donde provengono queste foglie? In autunno i nostri i nostri nonni, i nostri papà, alcuni di noi, anche ora, vanno a "fère la foille" a tagliare cioè, o meglio, potare alcuni alberi, frassini, salici, con cui si fanno le "zoalle", fascine, dopo aver sfogliato, tolto le foglie agli alberi con le quali, in bassa valle, si fanno le «kiuve».

Questo fa parte della nostra cultura, delle nostre tradizioni, in definitiva, della vita del nostro popolo.

ECCO, ORA, IL PROGRAMMA DELLA GIORNATA:

Ore 10,00

Nella Chiesa parrocchiale di Hône. Santa Messa con benedizione della Micooula;

Inizio mercatino di articoli e prodotti artigianali lungo via M. Colliard;

Ore 11,00

Inizio vendita della "Micooula" allo stand della Pro Loco, presso la «Maison du bon grain» in via M. Colliard;

Preparazione della Micooula con ingredienti di Hône, a cura degli "amis de la Micooula";

Ore 13,00

Pranzo presso il Ristorante "La Kiuva, di Arnad".

MENU

ANTIPASTI

Lardo di Arnad con castagne
Carpaccio marinato al sale grosso
Cotechino con patate
Tortino gorgonzola e radicchio
Insalata di mare

PRIMI

Risotto ai carciofi
Crespelle di magro al sugo di arrosto

SECONDI

Mignon al pepe verde
Fagiolini al burro
Brasato al vino rosso
"Purée" di patate

DOLCI

Crostata di mele

VINI

Chardonnay "La Kiuva"
Barnet "Donnas"

Acqua - Caffè - Digestivo



Seguirà pomeriggio danzante in allegria con la famosa orchestra "Folk d'antan" di Mile Danna, che suonerà e canterà per noi e con noi.

La quota individuale di partecipazione, comprensiva di pranzo, orchestra, SIAE, da versare anticipatamente e per intero, all'atto dell'iscrizione, è la seguente:

**ISCRITTI SAVT: euro 40,00;
NON ISCRITTI: euro 45,00.**

Le prenotazioni, con relativa quota di partecipazione, dovranno pervenire, entro e non oltre le ore 12,00 del giorno venerdì 30 novembre 2012, presso le sedi del SAVT di:

**Aosta Tel. 0165-238384;
Châtillon Cell. 333-3547422;
Verrès Tel. 0125-920425;
Pont-Saint-Martin Tel. 0125-804383;
e Giorgio Cell. 320-0608907.**

Si fa presente che, per ragioni organizzative, potranno accedere alla sala del Ristorante solo coloro che saranno in possesso della ricevuta del pagamento anticipato e, quindi, non si provvederà, tassativamente, alla vendita dei biglietti prima del pranzo, all'entrata in Ristorante.

La festa, come d'altronde tutte le attività socio-culturali, organizzate dal SAVT-Retrattés, è aperta a tutti:



pensionate/i, lavoratrici/lavoratori ancora "sulla breccia", famigliari, amiche/amici e simpatizzanti.

**Amis du SAVT,
samedi 8 décembre,
tous, avant, à Hône,
pour participer à la Sainte Messe
et à la visite de la
"17^{me} Feuhta de la Micooula"
et, après, à Arnad au Restaurant
"La Kiuva",
pour participer au dîner et
"pe passé euna dzenta dzornà
insemblo et fète
à la moda valdoténa
noutro sindicat".**



Settimo soggiorno marino a Pesaro Hôtel Caravelle



Una trentina di iscritti, amici, simpatizzanti del SAVT hanno trascorso quindici giorni di sole e quest'anno, purtroppo, e per la prima volta dopo ben sei anni, anche di pioggia e di vento, comunque di relax, di riposo e di buona cucina, presso l'hôtel Caravelle di Pesaro, ubicato sul lungomare della cittadina marchigiana.

Come ogni anno, durante il soggiorno, ha luogo, proprio davanti all'hôtel, la famosa fiera di San Nicola. Quest'anno una bella novità: tutte le sere, balli, spettacoli musicali un po' dappertutto, oltre alle serate danzanti che hanno luogo nell'hôtel.

Gli amanti del ballo, dell'allegria si sono, credo, veramente divertiti.

I "vacanzieri", poi, ognuno nella massima autonomia e libertà, hanno gestito il proprio tempo: alcuni hanno visitato la città e dintorni, altri hanno giocato a bocce, a carte, altri ancora hanno preferito, nei giorni di bel tempo, crogiolarsi al sole o fare lunghi bagni nelle acque dell'Adriatico.

Tutti si sono dati appuntamento per il prossimo anno, ancora a Pesaro, ancora all'hôtel Caravelle, in omaggio al vecchio, ma sempre valido, detto: "Chi sta bene non si muove!".

Giorgio de la Coumba Frède
Segretario Retraités
e accompagnatore ufficiale del gruppo

SAVT-INTERNATIONAL

L'Europe doit s'attaquer à sa dette sociale

La crise de la dette et la manière d'en sortir alimentent partout les débats. Et c'est bien légitime. Mais il existe une dette sociale qui est tout aussi importante que la dette monétaire si on veut sauver l'Europe.

Les programmes imposés aux pays en difficulté, mais aussi à d'autres pays qui veulent se conformer aux critères, se concentrent sur les coupes budgétaires qui affectent les plus vulnérables, sur une diminution de la protection sociale et sur l'affaiblissement des relations industrielles.

Il s'agit d'une opération systématique de démantèlement du modèle social qui a fait de l'Europe cette terre de démocraties avancées et d'inégalités sociales réduites.

Il existe aujourd'hui une urgence sociale dans les pays du Sud alors que les niveaux d'inégalités augmentent partout.

Certains programmes économiques encouragent la création de zones franches en Europe qui concurrencent et ébranlent les pays qui, pour le moment, s'en sortent mieux. C'est inacceptable. Ce que les travailleurs en Grèce, au Portugal, en Irlande et en Espagne subissent aujourd'hui fera tôt ou tard boom-rang et affectera les travailleurs dans le Nord. La situation des jeunes est particulièrement insupportable.

Leur taux de chômage est proche de ou atteint déjà 50% dans plusieurs pays du Sud et les conditions de travail précaires croissent partout en Europe.

L'austérité ne mène pas seulement à une urgence sociale.

L'austérité est aussi un spectaculaire échec: elle ne s'attaque pas au fardeau excessif de la



dette ni ne restaure la confiance des marchés. Au contraire, l'austérité affaiblit davantage encore les finances publiques. Même si la Grèce ou l'Espagne connaissaient un déficit nul, leur ratio d'endettement exploserait malgré tout à cause de l'effondrement de leur PIB et de leur activité économique exacerbé par des taux d'intérêt intenable qui leur sont imposés pour satisfaire les attentes des marchés financiers.

Et qui en profite?

Le capitalisme de casino est à l'origine des problèmes que nous rencontrons aujourd'hui. Ce système a échoué mais le capital n'est pas remis en cause et son fonctionnement est toujours protégé. Les banques manipulent les taux d'intérêt dans leurs confortables bureaux mais les gouvernements continuent à faire en sorte que ce soit les gens qui paient pour l'échec du système.

Les institutions de l'Union européenne, Conseil et Banque centrale européenne, et le Fond monétaire international devraient tendre vers une justice fiscale, mettre fin à la concurrence et à l'évasion fiscales et enfin – mais pas

seulement – mettre en place une taxe sur les transactions financières.

Au lieu de cela, ils appellent à des réformes structurelles, à des réductions des salaires minimum et des pensions et à des coupes dans les allocations de chômage.

C'est injuste. C'est inefficace. Ce dont nous avons besoin, ce sont des investissements et des salaires décents pour une croissance durable.

La CES fera usage de sa force et de son influence pour provoquer un changement de cap. Aller au-delà de la crise de manière durable pré suppose le rétablissement et le renforcement de mécanismes et de politiques qui contribuent à réduire les diverses formes d'inégalité sociale et à renverser la tendance à une concentration excessive des richesses.

La CES soutient une Union européenne qui défend les emplois de qualité, les salaires décents, le progrès social et la justice sociale. Nous sommes opposés au démantèlement de notre modèle social qui est une référence et une inspiration pour les travailleurs dans le reste du monde.

Le CES a un projet social pour l'Europe. Alors que des discussions sont en cours au sujet d'une nouvelle convention, voire d'un nouveau Traité, les responsables doivent réaliser que nous sommes sérieux lorsque nous exigeons que priorité soit donnée aux droits sociaux par rapport aux libertés économiques.

Bernadette Ségol,
Secrétaire générale de la CES
Ignacio Fernández Toxo,
Président de la CES